

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**CENTRE HOSPITALIER REGIONAL
DE SAINT - LOUIS
LIEUTENANT - COLONEL
MAMADOU DIOUF
(C H R S L - LCMD)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA
CONFORMITE DE LA PASSATION DES
MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2009**

RAPPORT FINAL

(mars 2011)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 23 mars 2011

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi (administratif, financier et technique) et de contrôle des marchés conclus par le Centre Hospitalier Régional de Saint - Louis Lieutenant - colonel Mamadou Diouf pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics et ses textes d'application afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par le Centre Hospitalier Régional de Saint – Louis avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière des marchés est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

1. Réserves

- a) plusieurs marchés conclus par le CHR-SL au terme des procédures d'appel d'offres sont exécutés dans les mêmes conditions que les marchés à commandes alors que cette particularité n'est expressément spécifiée, ni dans les documents d'appel à la concurrence, ni dans les contrats en violation des dispositions de l'article 13 du CMP (fourniture de réactifs de laboratoire, de gaz médicaux, produits alimentaires...) ;
- b) des marchés ont été conclus pour régulariser des prestations déjà effectuées ou en cours d'exécution en violation de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration. Cette anomalie a été identifiée sur la DRP portant acquisition de matériel informatique pour laquelle des indices concordants laissent présager une communication de noms de marque contraire à l'article 7 du CMP ou une collusion puisque trois candidats offrent exactement le même matériel pour quatre des cinq articles demandés; elle a également été notée sur le lot Imprimés de l'appel d'offres portant acquisition de fournitures de bureau consommables informatiques et imprimés...
- c) des marchés sont conclus pour des montants dépassant les enveloppes budgétaires en violation de l'article 9 du CMP relatif à l'existence de crédits préalables ;
- d) le contrat relatif à l'installation d'une centrale téléphonique conclu le 28 mai 2009 pour un montant de 6 869 618 F CFA TTC a, par la suite, donné lieu à la signature d'un avenant le 18 septembre 2009 pour les travaux de câblage d'un bâtiment non prévus dans le contrat de base (câblage téléphonique du nouveau bâtiment pour 914 205 F CFA TTC) en violation de l'article 23 du CMP qui interdit la signature d'un avenant après la réception des travaux ou fournitures ;
- e) des marchés sont conclus pour des montants différents de ceux auxquels ils ont été attribués au terme de la procédure de sélection le CHR – SL engageant des négociations avec les attributaires pour ajuster les montants des marchés aux crédits disponibles en violation des dispositions de l'article 69 du CMP qui interdit toute négociation pour les marchés de travaux, fournitures et services autres que les prestations intellectuelles et de l'article 2 de la directive N°4 / UEMOA sur le respect des principes d'équité et d'égalité des candidats ;
- f) des critères d'évaluation non annoncés dans le cahier des charges ont été introduits en cours d'évaluation des offres relatives à l'achat de consommables pour le bloc opératoire qui ont eu pour effet d'attribuer le marché au deuxième moins disant en violation de l'article 59 du CMP (lot N° 2 Sérologie du marché des réactifs de laboratoire, lot N°1 denrées alimentaires stockables du marché de denrées alimentaires);

- g) des marchés sont attribués (marché relatif à l'achat de pesticides et produits désinfectants) sans tenir compte du nécessaire respect des conditions d'accès à la commande publique telles que précisées par les articles 43, 45 et 46 du CMP;

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de notre mission

- a) le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par le Centre Hospitalier Régional de Saint – Louis;
- b) les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP.

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci-avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

	SOMMAIRE	Pages
	Lexique des abréviations et sigles	6
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	20
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique	22
1.4	Tableau de synthèse des Violations du CMP par marché	24
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	30
2.1	Contexte de l'intervention	31
2.2	Objectifs de la mission	32
2.2.1	Objectifs généraux	32
2.2.2	Objectifs spécifiques	32
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	33
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	35
3	Approche méthodologique	36
3.1	Revue approfondie des textes de référence (Phase N° 1)	37
3.2	Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés (Phase N° 2)	38
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés (Phase N° 3)	39
3.3.1	Audit de la préparation des marchés (Module 1)	40
3.3.2	Audit de la gestion de l'attribution (Module 2)	41
3.3.3	Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques (module 3)	42
4	Résultats des travaux	43
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	44
4.1.1	Commission des marchés	44
4.1.2	Cellule de passation des marchés	44
4.1.3	Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	45
4.1.4	Contrôle interne de la Passation des Marchés	46
4.1.5	Documents de programmation de la passation des marchés	46
4.1.5.1	Plan de passation des marchés	46
4.1.5.2	Avis général de passation des marchés	47
4.1.6	Rappel des seuils applicables au CHR-SL de Saint Louis	47
4.2	Examen des marchés	48
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	48
4.2.2	Marchés conclus par Appels d'Offres	49
4.2.3	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	62

Liste des abréviations et sigles

AAO	Avis d'Appel d'Offres
ACP	Agent Comptable Particulier
AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
CHR-SL	Centre Hospitalier Régional de Saint Louis
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1

SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

Appel d'offres pour la fourniture de gaz médicaux

Le délai imparti aux soumissionnaires pour la préparation des offres est anormalement court et constitue une violation de l'article 63 alinéa 2 du Code des Marchés Publics sur les délais de préparation des offres.

Le contrat a été attribué à Air Liquide pour un montant de 39 065 000 F CFA TTC différent du montant de l'offre du soumissionnaire qui était de 39 556 000 F CFA et qui a été consigné dans le procès verbal dit de dépouillement. Ledit procès verbal unique, établi par ailleurs pour le traitement de six appels d'offres et trois demandes de renseignements et de prix traite de tous les aspects relatifs à l'ouverture des plis, à l'évaluation des offres et à l'attribution du marché. Outre la terminologie inappropriée utilisée, ce procédé n'est pas conforme aux dispositions du CMP qui recommandent de dresser un procès verbal d'ouverture des plis (Article 67 – 4 du CMP) distinct des autres procès verbaux (article 81 du CMP).

Nous notons par ailleurs que ni l'avis d'appel d'offres, ni DAO, ni le marché ne précisent qu'il s'agit d'un marché à commandes alors que le contrat est exécuté comme tel. L'avis d'appel d'offres ne donne pas non plus le montant de la garantie de soumission. Ces manquements constituent des violations des dispositions des articles 13, 66 et 111 du code des marchés publics (précisé par l'arrêté 11 583 du 28 décembre 2007) et relatifs respectivement à l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés et les AAO et à la détermination du montant de la garantie de soumission.

Appel d'offres pour la fourniture de réactifs de laboratoire

Le délai imparti aux soumissionnaires pour la préparation des offres est anormalement court et constitue une violation de l'article 63 alinéa 2 du Code des Marchés Publics sur les délais de préparation des offres.

Nous avons noté que l'un des soumissionnaires a déposé une offre complémentaire non indiquée comme telle et à une date non précisée. Il s'agit d'une rupture du principe d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires et d'une violation de l'article 2 de la Directive N°4 de l'UEMOA.

Deux offres ont été reçues (DRP et Technologie Services).

Description	DRP	Technologie Services
Lot 1 Bactériologie	19 874 784	16 191 440
Lot 2 Sérologie	6 139 000	6 669 282
Lot 3 Biochimie	7 827 224	7 663 428
Lot 4 Hématologie	5 164 000	3 534 040
Lot 5 Tubes et consommables	7 374 900	Offre complémentaire 9 259 028
TOTAL	46 379 908	43 317 218

L'attribution du lot N°2 à Technologie Services n'est pas justifiée puisque son offre financière sur ce lot est supérieure à l'offre concurrente. Les raisons invoquées dans le procès verbal de dépouillement et qui sont relatives à l'expérience et au professionnalisme constituent des critères subjectifs non annoncés dans le DAO. L'autre raison invoquée arguant que pour des raisons techniques, les réactifs proposés par Technologie Services sont en parfaite adéquation avec les équipements du Laboratoire ne sont pas étayées par un rapport circonstancié établi par des professionnels indépendants après des tests en bonne et due forme. Il s'agit d'une violation des dispositions de l'article 59 du CMP par l'introduction de nouveaux critères en cours d'évaluation.

Le montant de la caution de soumission pour chacun des lots n'est pas indiqué dans l'avis d'appel d'offres. Il a été déterminé et remis par les soumissionnaires, non pas par lot, mais sur la base de leur offre globale.

Les charges enregistrées en comptabilité générale qui se chiffrent à 31 239 940 F CFA correspondent aux commandes successives passées en 2009 comme s'il s'agissait d'un marché à commandes alors que cette précision n'est faite ni dans les documents d'appel à la concurrence (AAO, DAO), ni dans le marché.

Les marchés ont été conclus pour des montants dépassant l'enveloppe budgétaire en violation des dispositions de l'article 9 du CPM.

Appel d'offres pour l'achat de produits alimentaires

Le délai imparti aux soumissionnaires pour la préparation des offres est anormalement court et constitue une violation de l'article 63 alinéa 2 du Code des Marchés Publics sur les délais de préparation des offres.

Après l'élimination des deux soumissionnaires pour défaut de garantie de soumission, l'hôpital a introduit une demande auprès de la DCMP pour une autorisation de passer un appel d'offres en procédure d'urgence. Ce faisant, l'Autorité Contractante a omis de dresser un procès verbal de carence et de joindre à sa demande les documents requis pour déclarer l'appel d'offres infructueux conformément à l'article 64 du CMP. Cette étape précède la demande d'autorisation de passer un appel d'offres restreint conformément aux articles 73 et 74 du CMP.

Le dossier d'appel d'offres restreint a été établi le 20 avril 2009 pour une date limite de dépôt des offres fixée au 5 mai 2009. Ce faisant le délai de préparation des offres, même pour une procédure d'urgence, n'est toujours pas respecté.

L'offre financière du GIE BALY pour le lot N°1 est de 53 290 575 F CFA et non de 62 882 878 F CFA comme indiqué dans le Procès Verbal de Dépouillement ; par conséquent elle est plus compétitive que celle de l'attributaire Ets Ndiaye et Frères qui a coté 61 437 550 F CFA. La retranscription dans les procès verbaux d'informations non conformes à celles contenues dans les offres des soumissionnaires constitue une entorse au principe de transparence : ce constat a, par ailleurs, été fait sur plusieurs dossiers de passation.

Tous les marchés ont été exécutés comme s'il s'agissait de marchés à commandes alors qu'aucun des documents d'appel à la concurrence pas plus que le contrat ne le précise. D'ailleurs, le fait de fixer les quantités dans le Dossier d'Appel d'Offres et la détermination du coût des prestations dans le contrat indiquent bien qu'il s'agit de marchés à prix global et forfaitaire.

Les marchés ont été conclus pour des montants dépassant l'enveloppe budgétaire en violation des dispositions de l'article 9 du CPM.

Demande de Renseignements et de Prix pour l'acquisition de matériels informatique

L'analyse des offres des soumissionnaires a permis d'identifier de nombreuses incohérences entre la date de lancement de la DRP (27 avril 2009) et les dates d'établissement des offres qui sont, pour trois soumissionnaires (15 avril pour MIWIS, 21 avril pour KEYSO, 30 mars GTA) antérieures à la date de transmission de la DRP. Notons que l'offre du quatrième soumissionnaire PROVI n'a pas été retrouvée dans le dossier de passation des marchés. Les indices d'un marché de régularisation, contraire aux dispositions de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration sont réunis.

L'examen des offres et du procès verbal de dépouillement a permis de constater qu'hormis le candidat GTA, les trois autres soumissionnaires (MIWIS, KEYSO et PROVI) proposent, à l'exception de l'onduleur, exactement le même matériel mais à des prix différents (serveur HP ML 350, ordinateur HP Dx 7500, imprimante HP Laserjet P3005N, Switch SISCO Catalyst). Il s'agit d'indices laissant présager une communication, par l'autorité contractante aux soumissionnaires, de noms de marques ce qui est contraire aux dispositions de l'article 7 du CMP sont réunis

L'attributaire MIWIS n'a fourni aucune pièce administrative à l'exception du Registre de Commerce. Il convient de veiller au respect des conditions d'éligibilité à la commande publique spécifiées dans l'article 43 du NCMP et de recueillir les renseignements et justifications requis pour la participation aux marchés publics en application des dispositions des articles 45 et 46 du NCMP ;

L'examen du procès verbal de dépouillement montre que contrairement à ce qui y est marqué, l'offre financière de l'attributaire MIWIS n'est pas de 3 124 500 F CFA TTC mais plutôt de 3 684 500 F CFA H TVA soient 4 347 651 F CFA TTC. Des informations non conformes au contenu des offres sont consignées dans le procès verbal de dépouillement qui a été dressé en lieu et place d'un procès verbal d'ouverture des plis (Article 67 – 4 du CMP) distinct des autres procès verbaux (article 81 du CMP).

Le contrôle de l'exécution financière a permis de constater que l'hôpital a acquis cinq ordinateurs alors que le marché prévoyait l'acquisition d'un seul ordinateur soit un surcoût de 2 776 776 F CFA TTC. Par ailleurs quatre onduleurs ont également été acquis pour 165 200 F CFA TTC alors que seul l'achat d'un onduleur avait été prévu dans le contrat pour 162 500 F CFA. Il s'agit d'une substitution de produits dans des conditions qui ne respectent pas les conditions prévues par le CMP.

Le contrôle de l'exécution financière a également permis de noter que les procès verbaux de réception étaient, entre autres membres de la Commission de Réception, signés par l'Agent Comptable Particulier et l'Auditeur Interne qui doivent se situer plutôt à un niveau de contrôle qui

leur interdit de participer à une Commission de Réception.

Le marché a été exécuté comme s'il s'agissait d'un marché à commandes alors que ni le dossier d'appel à la concurrence, ni le contrat ne le prévoyaient.

Les commandes successives ont été pour l'essentiel passées entre les mois de juin et juillet 2009 ; seuls les onduleurs n'avaient pas été livrés au moment de la signature de l'avenant le 18 septembre 2009. Cependant, le Bon de Commande N° 53 portant sur le câblage informatique n'a été établi que le 19 novembre 2009 après la réception du matériel en violation des dispositions de l'article 23 alinéa 2 du CMP. Il s'agit par ailleurs d'une commande de régularisation puisque la facture est antérieure au bon de commande (**Facture N° F 032 09 09** du 17 novembre 2009 liquidée certifiée le 19 novembre 2009 pour un montant de 1 409 805 F CFA TTC relative au câblage informatique du nouveau bâtiment objet de l'avenant).

Une prestation non prévue dans le contrat de base et dans l'avenant relative au câblage électrique du nouveau bâtiment a été payée au prestataire (BC N° 51 du 19 novembre 2009 et **Facture N° F 088 10 09** du 17 novembre 2009 liquidée certifiée le 19 novembre 2009 pour un montant de 589 410 F CFA TTC relative au câblage électrique du nouveau bâtiment non prévu dans l'avenant).

Demande de Renseignements et de Prix pour l'acquisition d'une Centrale Téléphonique

L'examen du dossier de passation a permis de constater que l'attributaire MIWIS avait déposé deux offres lors de la seconde relance de la DRP (une première offre estimée à 5 436 726 F CFA TTC, une seconde offre évaluée à 6 869 619 F CFA). Il s'agit d'une pratique anormale qui rompt le principe du traitement équitable des soumissionnaires car s'il s'agit d'une offre rectificative, elle aurait dû être transmise dans les délais impartis aux candidats pour soumettre leurs offres et signalée comme telle, auquel cas, seule l'offre rectificative aurait dû être ouverte et la première retournée au soumissionnaire sans avoir été ouverte.

Le PV d'attribution mentionne que la Commission a retenu MIWIS alors que la Commission des Marchés doit se limiter à faire une proposition d'attribution à la PRM.

Le contrat est conclu le 28 mai 2009 pour un montant de 6 869 618 F CFA TTC et l'avenant signé le 18 septembre 2009 pour les travaux de câblage d'un bâtiment non prévu dans le contrat de base (câblage téléphonique du nouveau bâtiment pour 914 205 F CFA TTC) après la réception des travaux en violation de l'article 23 du CMP.

Demande de Renseignements et de Prix pour l'acquisition de pesticides et de produits désinfectants

Les pièces administratives ne sont pas fournies par (Art 43 et 45 du CMP) ;

Le contrat a été conclu pour un montant de 2 691 000 F CFA différent du montant de l'attribution qui se chiffre à 1 771 000 F CFA TTC si on se réfère au procès verbal de dépouillement en violation du CMP (article 69)

Le tableau comparatif des offres annexé au PV d'évaluation n'est pas exhaustif. Par ailleurs, certains produits ont été jugés essentiels au moment de l'évaluation alors qu'ils n'étaient pas définis comme tels dans le cahier des charges.

Le dossier de passation des marchés ne comporte pas de notification d'attribution.

Le contrat a été exécuté comme s'il s'agissait d'un marché à commandes alors que le dossier d'appel à la concurrence n'avait pas expressément indiqué que le marché aurait cette forme.

Le contrôle de l'exécution financière a permis de noter que la TVA a été précomptée mais aucun support de reversement de cette TVA ne figure dans le dossier de passation.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Appel d'offres pour la fourniture de gaz médicaux

Veiller au respect des délais de préparation des offres tel que précisés dans l'article 63 – 2 du CMP ;

Préciser dans l'avis d'appel d'offres, dans le Dossier d'Appel d'Offres tout comme dans le contrat qu'il s'agit d'un marché de clientèle ou d'un marché à commandes conformément aux dispositions de l'article 25 du CMP ;

Fixer le montant de la garantie de soumission qui doit être exprimé en valeur conformément aux dispositions de l'article 111 du CMP précisé par l'arrêté N° 11 583 du Ministre de l'Economie et des Finances fixant les seuils au-delà desquels il est requis une garantie de soumission.

Appel d'offres pour la fourniture de réactifs de laboratoire

Veiller au respect des délais de préparation des offres tel que précisés dans l'article 63 – 2 du CMP ;

L'avis d'appel d'offres doit préciser que l'appel d'offres donnera lieu à la conclusion d'un marché à commandes ou d'un marché de clientèle selon que l'Autorité Contractante peut ou non déterminer la fourchette des volumes ou valeurs des commandes de l'année.

L'avis d'appel d'offres doit également préciser le montant de la garantie de soumission pour chacun des lots objets de l'appel d'offres. Il s'agit de veiller à une application rigoureuse des dispositions de l'article 13 du CMP relatif à l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés et à l'article 111 du code des marchés publics précisé par l'arrêté N° 11 583 du Ministre de l'Economie et des Finances en date du 28 décembre 2007 fixant les seuils au-delà desquels il est requis une garantie de soumission.

Veiller au respect des principes d'équité et d'égalité dans le traitement des candidats (article 2 de la directive N° 4 de l'UEMOA) ; les offres complémentaires bien que prévus par le code doivent être indiquées comme telles et être ouvertes en même temps que l'offre initiale.

Ne pas introduire des critères d'évaluation nouveaux au cours du processus d'évaluation. Seuls les critères préalablement annoncés et figurant dans le dossier d'appel d'offres doivent être retenus par la Commission d'Evaluation. S'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants avant de conclure les marchés.

Appel d'offres pour l'achat de produits alimentaires

Veiller au respect des délais de préparation des offres tel que précisés dans l'article 63 – 2 du CMP ;

Veiller au respect des principes d'équité et d'égalité dans le traitement des candidats (article 2 de la directive N° 4 de l'UEMOA) et ne pas consigner dans les procès verbaux des informations non conformes au contenu des offres des soumissionnaires ;

Préciser le montant de la garantie de soumission pour chacun des lots objets de l'appel d'offres et veiller à une application rigoureuse des dispositions de l'article 111 du code des marchés publics précisé par l'arrêté N° 11 583 du Ministre de l'Economie et des Finances en date du 28 décembre 2007 fixant les seuils au-delà desquels il est requis une garantie de soumission ;

Insérer dans les Dossiers d'Appel à la Concurrence une clause précisant qu'il s'agit d'un marché à commande ou d'un marché de clientèle conformément aux dispositions de l'article 25 du CMP ;

S'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants avant de conclure les marchés.

Demande de Renseignements et de Prix pour l'acquisition de matériels informatique

Bannir la pratique de la régularisation contraire à l'article 44 du COA ;

Veiller au respect des conditions d'éligibilité à la commande publique spécifiées dans l'article 43 NCMP et de recueillir les renseignements et justifications requis pour la participation aux marchés publics en application des dispositions des articles 45 et 46 du NCMP ;

Dresser un procès verbal d'ouverture des plis (Article 67 – 4 du CMP) distinct des autres procès verbaux (article 81 du CMP) ;

Prévoir la conclusion des marchés à commandes ou des marchés de clientèle dans les dossiers d'appel à la concurrence. Ne pas conclure d'avenant après réception des fournitures ;

Ne pas contracter des engagements nouveaux qui ont pour effet de porter le montant des avenants au-delà de la limite de 30% du marché de base.

Demande de Renseignements et de Prix pour l'acquisition d'une Centrale Téléphonique

Les offres rectificatives doivent être transmises dans les délais impartis aux candidats pour soumettre leurs offres et signalées comme telles, auquel cas, seule l'offre rectificative sera ouverte et l'offre initiale retournée au soumissionnaire sans avoir été ouverte.

La Commission des Marchés doit se limiter à faire une proposition d'attribution à la Personne Responsable des Marchés.

Les avenants ne doivent pas être conclus après la réception des fournitures.

1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Des paiements sont effectués pour des commandes et des livraisons antérieures aux marchés auxquels ils sont associés (Imprimés). Ce constat est valable pour tous les marchés de régularisation.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Les garanties bancaires doivent être libellées d'après les modèles prescrits par l'ARMP ;

L'ACP doit être particulièrement vigilant avant le paiement en vérifiant que les factures demandées en règlement résultent d'engagements dûment contractés.

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
Travaux non encore effectués
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	AO N°1	AO N°2	AO N°3	AO N°4
Nature	Fourniture de gaz médicaux	Acquisition de réactifs de laboratoire	Acquisition de produits alimentaires	Fourniture de matériel et produits d'entretien
Attributaires	Air Liquide	Technologie Services pour les lots 1, 2, 3 et 4 DRP pour le lot 5	Quatre attributaires	GIE BALY
Montants en F CFA TTC	39 065 000	Total de 57 842 349 39 236 581 pour TS 18 605 768 pour DRP	124 024 350	Total 15 876 979 contrat de base 14 392 750 Avenant 948 000
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA		✓	✓	
Exécution de marché différée pour insuffisance des crédits en violation de l'article 9 du NCMP		✓	✓	
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	✓	✓		
Marchés exécutés à tort comme des marchés à commande ou de clientèle en violation des articles 25 et 26 du CMP	✓	✓	✓	
Convocations des membres de la Commission des Marchés non versées aux dossiers de passation en violation de l'article 39 du NCMP	✓	✓		
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP		✓	✓	✓

Violation des dispositions relatives à l'article 63 du NCMP portant sur les délais et modes de présentation des offres et des candidatures	✓	✓	✓	✓
Appel d'offres ou lots déclaré infructueux ou sans suite par la Commission des Marchés sans autorisation préalable de la DCMP en violation des articles 64 et 65 du NCMP			✓	
Violation des dispositions relatives à l'article 66 du NCMP portant sur les avis d'appel d'offres	✓			
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 69 du NCMP sur l'interdiction des modifications et des négociations	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 70 du NCMP sur l'attribution au moins disant				✓
Violation des articles 73 et 74 du NCMP portant sur les marchés passés par AOR			✓	
Violation article 81 sur les différents procès verbaux à établir	✓			✓
Violation de l'article 111 NCMP sur les garanties de soumission	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 112 NCMP sur les garanties de bonne exécution	✓	✓	✓	✓

Description	AO N°5	DRP N°1	DRP N°2	DRP N°8
-------------	--------	---------	---------	---------

Nature	Matériel et fournitures de bureau, consommables informatiques, imprimés	Acquisition de matériel informatique, Avenant câblage informatique	Fourniture d'une centrale téléphonique	Fourniture de matériel médico chirurgical
Attributaires	Lot N° 1 ECOPRES Lot N° 2 Mamadou Lot N° 3 IPF	MIWIS	MIWIS	DIAHANOR
Montants en F CFA TTC	Lot N° 1- 21 535 732 Lot N° 2 - 5 134 000 Lot N° 3 - 5 360 000	Contrat de base 5 449 400 Avenant 1 409 805	Contrat de base 6 869 618 Avenant 914 205	15 000 000
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	✓		✓	
Violation de l'article 7 du NCMP sur les noms de marque		✓		
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	✓		✓	
Non respect de la formalisation des avenants en violation des articles 23 et 24 du NCMP		✓	✓	
Marchés exécutés à tort comme des marchés à commande ou de clientèle en violation des articles 25 et 26 du CMP	✓	✓	✓	
Convocations des membres de la Commission des Marchés non versées aux dossiers de passation en violation de l'article 39 du NCMP	✓	✓	✓	
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique		✓		
Non respect de l'article 44 du code des obligations de l'administration relatif à l'approbation de contrats déjà exécutés pour entériner la régularisation	✓	✓		
Violation des dispositions de l'article 45 du		✓		

NCMP sur la justification de la capacité juridique technique et financière requise pour exécuter un marché				
Violation des dispositions de l'article 53 sur les seuils de passation des marchés				✓
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP	✓		✓	✓
Violation des dispositions relatives à l'article 63 du NCMP portant sur les délais et modes de présentation des offres et des candidatures	✓		✓	
Violation des dispositions relatives à l'article 66 du NCMP portant sur les avis d'appel d'offres	✓			
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres	✓	✓		
Violation de l'article 69 du NCMP sur l'interdiction des modifications et des négociations	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 70 du NCMP sur l'attribution au moins disant	✓			
Violation article 81 sur les différents procès verbaux à établir	✓	✓		
Violation de l'article 111 NCMP sur les garanties de soumission	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 112 NCMP sur les garanties de bonne exécution	✓	✓	✓	✓

Description	DRP	DRP	DRP	DRP N°2	DRP
Nature	Pesticides et produits désinfectants	Fourniture de consommables pour le bloc opératoire	Fournitures d'atelier et de maintenance	Acquisition de sacs poubelles en plastiques	Fourniture d'effets d'habillement
Attributaires	ETS HACHEM	DIAHANOR	Lots 1, 3, 4, 5 et 7 Fallou Lèye Lot N° 2 IPF Lot N° 6 EDTM	ETS HACHEM	ETS Alioune Oumar Tall
Montants en F CFA TTC	2 691 000	13 255 000	Total 11 704 630 Fallou Lèye 5 780 300 IPF 5 263 030 EDTM 661 300	2 275 000	10 225 500
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA		✓	✓		
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés					✓
Marchés exécutés à tort comme des marchés à commande ou de clientèle en violation des articles 25 et 26 du CMP		✓	✓		✓
Convocations des membres de la Commission des Marchés non versées aux dossiers de passation en violation de l'article 39 du NCMP	✓	✓	✓		
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP		✓	✓		
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres		✓			
Violation de l'article 69 du NCMP sur l'interdiction des modifications et des négociations			✓		✓
Violation de l'article 70 du NCMP sur l'attribution au moins disant		✓			
Violation de l'article 111 NCMP sur les garanties de soumission		✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 112 NCMP sur les garanties de bonne exécution		✓	✓	✓	✓

SECTION 2

CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématisé le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2009 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission:

- (a). d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante;
- (b). de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le Code des Marchés Publics;
- (c). de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (d). d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- (e). de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- (f). d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- (g). de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement;
- (h). d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et

déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;

(i). d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et le capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(j). de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux à effectuer

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2009, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

a) en début de mission, à la sélectionner d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle);
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports doivent seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprendront également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport portera sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports seront élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;

- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 98 – 08 du 2 mars 1998 portant réforme hospitalière ;
- loi 98 – 12 du 2 mars 1998 relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des Etablissements Publics de Santé (EPS) ;
- décret 98 – 701 du 26 août 1998 relatif à l'organisation des Etablissements Publics de Santé Hospitalière ;
- décret 98 – 702 du 26 août 1998 portant organisation administrative des Etablissements Publics de Santé ;
- arrêté ministériel N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires ;
- arrêté ministériel N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels ;
-

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Centre Hospitalier Régional de Saint Louis pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulés pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit. Le secteur hospitalier très endetté et doit faire face très souvent à l'urgence de mettre à temps à la disposition du personnel médical les médicaments, de nourrir les malades et le personnel d'où la forte propension à acheter bien avant la conclusion des contrats et à procéder à des régularisations après service fait.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés.
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin existe-t- il réellement ?
- le besoin est – il bien quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),

- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),

- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité ;
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale) ;
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis

SECTION 4. RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés du Centre Hospitalier Régional de Saint Louis, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Commission des Marchés.

L'acte de nomination des membres et suppléants de la Commission des Marchés (CM) a été pris en date du 3 janvier 2009. Ainsi, la Commission des Marchés pouvait siéger et statuer sur les dossiers de passation des marchés dès lors que les conditions de quorum étaient remplies. Nous avons noté que la Commission des Marchés n'a respecté que partiellement ses obligations d'information des soumissionnaires notamment par la transmission régulière des procès verbaux d'ouverture des plis, la notification formelle des attributions provisoires et définitives, l'information des soumissionnaires non retenus aux termes des procédures d'appel à la concurrence, la publicité des attributions définitives. Aucun des marchés revus n'a fait l'objet d'immatriculation auprès de la DCMP.

La mission a noté que la Commission des Marchés n'a pas préparé son rapport annuel tel qu'institué par l'article 141 du CMP pour faire la synthèse de ses activités durant l'exercice 2009.

Par ailleurs, les actes de nomination des membres et suppléants de la Commission des Marchés (CM) n'ont pas été transmis à la DCMP ou plus précisément à la Commission Régionale Ad Hoc chargée du contrôle a priori des procédures de passation des marchés publics, ni à l'ARMP dans les délais requis (avant le 5 janvier 2009).

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a également été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) a été pris en date du 13 mai 2009.

L'examen des dossiers de passation des marchés a permis de constater de nombreuses non conformités qui s'établissent comme suit :

- des lettres ont été à plusieurs reprises adressées à certains fournisseurs pour les inviter à revoir à la baisse le montant de leurs offres de manière à pouvoir leur attribuer les marchés pour lesquels ils soumissionnent en violation des dispositions de l'article 69 du CMP ;
- des procès verbaux de dépouillement uniques sont établis pour plusieurs appels d'offres et sont un condensé des opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution en violation des dispositions des articles 67 – 4 et 81 du CMP ;
- de nombreuses erreurs de report des montants des soumissions financières ont été identifiées dans les procès verbaux dits de dépouillement ;
- la terminologie utilisée dans les documents de passation des marchés n'est pas toujours en phase avec celle du nouveau code des marchés publics ;
- des modes de passation inappropriés sont retenus au regard des seuils définis dans l'article 53 du CMP ... Cette succession d'anomalies et de non conformités sont autant d'illustrations d'une insuffisante maîtrise du code des marchés publics par les acteurs dont aucun n'a été formé sur le nouveau dispositif de passation des marchés ;
- le contenu des documents d'appel à la concurrence (avis d'appel d'offres, cahiers des charges...) n'est pas toujours exhaustif relativement aux informations obligatoires qui doivent y figurer (article 13 du CMP) ;
- la Cellule de Passation des Marchés n'a pas produit ses rapports trimestriels comme stipulé dans le CMP ;
- les documents relatifs à l'exécution financière des marchés ne figurent pas dans les dossiers de passation ;
- le classement des dossiers de passation n'est pas effectué conformément aux instructions de l'ARMP en la matière ;
- des appels d'offres ou des demandes de renseignements et de prix de régularisation sont organisés pour donner les atours de la régularité à des marchés déjà exécutés ou en cours d'exécution ...

Au regard des nombreuses anomalies identifiées lors de l'examen des marchés, il apparaît que **les acteurs de la passation des marchés n'ont pas une bonne maîtrise des procédures de passation des marchés** et qu'un renforcement des capacités doit être envisagé qui passe par la formation des acteurs.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** ont été signées par tous les membres et suppléants de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés conformément au décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et à l'arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de

l'article 45 alinéa 5 du Code des Marchés Publics fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics. Ces attestations ont été transmises à la DCMP (Commission Régionale Ad Hoc de contrôle a priori de la passation des marchés publics) et à l'ARMP en même temps que les actes de nomination des membres des organes de la passation des marchés.

4.1.4 CONTROLE INTERNE DE LA PASSATION DES MARCHES

L'Hôpital Régional de Saint Louis dispose du manuel des procédures générales élaboré pour l'ensemble des structures hospitalières à la demande du Ministère de la Santé. Ce manuel n'a pas fait l'objet d'une adaptation pour être en phase avec l'organisation réelle de l'hôpital ; par conséquent, il n'y a pas véritablement un cadre formel spécifique de mise en œuvre des opérations de passation des marchés dont l'une des illustrations est l'éclatement de la fonction approvisionnement entre le pharmacien, l'économe et le comptable matières auquel s'ajoute un manque de coordination de l'ensemble par le service administratif et financier ou le contrôle de gestion dans le cadre de ses activités de contrôle budgétaire.

Le service d'audit interne n'a pas effectué de mission spécifique de contrôle des opérations de passation des marchés qu'il conviendrait d'inscrire dans son programme annuel d'activités.

L'Agence Comptable Particulière a été particulièrement vigilante pour contrôler l'existence des contrats, l'effectivité des livraisons, des liquidations et certifications avant paiements.

En somme, les activités des organes de contrôle interne n'ont pas été, même ponctuellement, orientées vers un contrôle de l'application effective des procédures nationales d'exécution de la dépense publique afin de circonscrire les risques liés à la mise en œuvre des processus de passation des marchés.

4.1.5 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons procédé à la revue du plan de passation des marchés du Centre Hospitalier Régional de Saint Louis, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécié leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

4.1.5.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Plan de Passation des Marchés a été confectionné dans les délais requis et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Il est présenté dans le format défini par la DCMP et comprend, outre les appels d'offres, la liste des Demandes de Renseignements et de Prix et comporte les estimations de coûts.

Nous notons par ailleurs, que le Plan de Passation des Marchés n'a pas été transmis dans les délais réglementaires puisqu'il est demandé aux Autorités Contractantes de le transmettre à la DCMP et à l'ARMP avant le 31 décembre de l'exercice 2008.

Deux additifs au PPM initial ont été préparés en cours d'exercice et transmis à la DCMP pour la mise à jour des données postées dans le portail des marchés publics. Le premier additif était relatif au rajout de deux acquisitions portant sur un véhicule et une centrale téléphonique. Le second additif, également transmis à la DCMP, portait sur l'acquisition de matériel informatique.

L'état d'exécution du PPM qui nous a été transmis pour les besoins de nos travaux comportait, dans la colonne réservée à l'estimation des coûts, le cumul des paiements effectués plutôt que le montant des engagements contractuels. La préparation régulière des rapports trimestriels par la Cellule de Passation des Marchés est le meilleur moyen de connaître la forme et le contenu des documents de reporting sur les activités de passation des marchés.

4.1.5.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'Avis Général de Passation des Marchés paru dans le Quotidien « Le Soleil » du 4 février 2009 est conforme au PPM publié sur le portail des marchés publics. Le Centre Hospitalier Régional de Saint Louis s'est conformé à son obligation d'information des soumissionnaires potentiels mais pas dans les délais réglementaires puisqu'il est fait obligation à chaque Autorité Contractante de publier un Avis Général de Passation des Marchés au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

4.1.6 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES AU CHR – SL

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés du CHR – SL sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'HÔPITAL REGIONAL DE SAINT LOUIS EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580 , 11 583 ET 11 584 DU MINITRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	>=60	>=35
Fournitures et services	15	150	40	400	>=30	>=25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	>=35

TABLEAU DE SYNTHES DES SEUILS ET AUTORITES D'APPROBATION EN VERTU DE L'ARTICLE 29 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
montant du marché est inférieur à 50 000 000 F CFA	Directeur de l'Hôpital
montant du marché est supérieur ou égal à 50 000 000 F CFA et inférieur à 150 000 000 F CFA	Président du Conseil d'Administration
montant du marché est supérieur ou égal à 150 000 000 F CFA	Ministre de l'Economie et des Finances

4.2 EXAMEN DES MARCHES

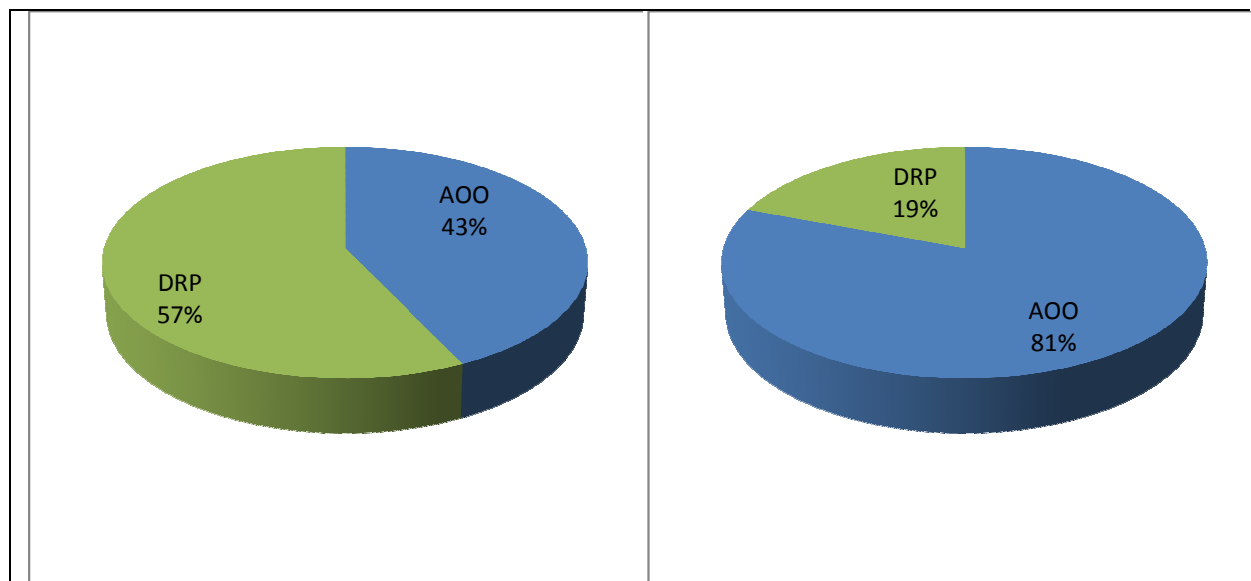
4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	6	291 954 261	6	291 954 261
Appel d'offres restreint (AOR)				
Demande de Proposition (DP)				
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	8	69 790 158	8	69 790 158
Entente directe (ED)				
TOTAL	14	361 744 419	14	361 744 419
Taux de couverture			100%	100%

La répartition des marchés présentés et couverts se présente comme suit :



CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES ET COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

4.2.2 MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES

L'Hôpital Régional de Saint Louis Lieutenant Colonel Mamadou Diouf a conclu au cours de l'exercice sous revue six appels d'offres sur les neuf initialement prévus dans son Plan de Passation des Marchés soit un taux d'exécution de 66,66 %. Nos travaux ont couvert la totalité des marchés présentés. Les principales constatations sont présentées ci – après :

APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE DE GAZ MEDICAUX	
Date de publicité de l'appel d'offres	16 décembre 2008
Date limite de dépôt des offres	29 décembre 2008
Date d'ouverture des plis	29 décembre 2008
Date d'attribution provisoire	29 décembre 2008
Date de notification	5 mars 2009
Attributaire	Air Liquide
Montant du marché en F CFA TTC	39 065 000
Non conformités	<p>Une période de treize jours sépare la parution de l'avis d'appel d'offres dans le Quotidien Le Soleil du 16 décembre 2008 et la date limite dépôt des offres fixée au 29 décembre 2008. Le délai imparti aux soumissionnaires pour la préparation des offres est anormalement court et constitue une violation de l'article 63 alinéa 2 du Code des Marchés Publics sur les délais de préparation des offres.</p> <p>Le contrat a été attribué à Air Liquide pour un montant de 39 065 000 F CFA TTC différent du montant de l'offre du soumissionnaire qui était de 39 556 000 F CFA et qui a été consigné dans le procès verbal dit de dépouillement. Ledit procès verbal unique, établi par ailleurs pour le traitement de six appels d'offres et trois demandes de renseignements et de prix traite de tous les aspects relatifs à l'ouverture des plis, à l'évaluation des offres et à l'attribution du marché. Outre la terminologie inappropriée utilisée, ce procédé n'est pas conforme aux dispositions du CMP qui recommandent de dresser un procès verbal d'ouverture des plis (Article 67 – 4 du CMP) distinct des autres procès verbaux (article 81 du CMP).</p> <p>Nous notons par ailleurs que ni l'avis d'appel d'offres, ni le cahier des charges, ni le marché ne précisent qu'il s'agit d'un marché à commandes alors que le contrat est exécuté comme tel. L'avis d'appel d'offres ne donne pas non plus le montant de la garantie de soumission.</p> <p>Ces manquements constituent des violations des dispositions des articles 13 et 111 du code des marchés publics et relatifs respectivement à l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés et à la détermination du montant de la garantie de soumission.</p>

Recommandations	<p>Veiller au respect des délais de préparation des offres tel que précisés dans l'article 63 – 2 du CMP ;</p> <p>Préciser dans l'avis d'appel d'offres, dans le Dossier d'Appel d'Offres tout comme dans le contrat qu'il s'agit d'un marché de clientèle ou d'un marché à commandes conformément aux dispositions de l'article 25 du CMP.</p> <p>Fixer le montant de la garantie de soumission qui doit être exprimé en valeur conformément aux dispositions de l'article 111 du CMP précisé par l'arrêté N° 11 583 du Ministre de l'Economie et des Finances fixant les seuils au-delà desquels il est requis une garantie de soumission.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE DE REACTIFS DE LABORATOIRE ATTRIBUE POUR UN MONTANT TOTAL DE 57 842 349 F CFA TTC POUR UN BUDGET DE 40 667 144 F CFA			
Date de publicité de l'appel d'offres			16 décembre 2008
Date limite de dépôt des offres			29 décembre 2008
Date d'ouverture des plis			29 décembre 2008
Date d'attribution provisoire			29 décembre 2008
Date de notification			5 mars 2009
Attributaires	Technologie Services	Lot N° 1 Bactériologie	19 651 531
	Technologie Services	Lot N° 2 Sérologie	5 553 316
	Technologie Services	Lot N° 3 Biochimie	9 857 366
	Technologie Services	Lot N° 4 Hématologie	4 174 368
	DRP	Lot N° 5 Tubes et consommables	18 605 768
Montant du marché en F CFA TTC pour Technologie services			39 065 000
Montant du marché en F CFA TTC pour DRP			18 605 768
Non conformités		<p>Le délai imparti aux soumissionnaires pour la préparation des offres est anormalement court et constitue une violation de l'article 63 alinéa 2 du Code des Marchés Publics sur les délais de préparation des offres. soit 13 jours pour la préparation des offres (délai non réglementaire car il faut 30 jours de délai pour la préparation des offres).</p> <p>Nous avons noté que l'un des soumissionnaires a déposé une offre complémentaire non indiquée comme telle et à une date non précisée. Il s'agit d'une rupture du principe d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires et d'une violation de l'article 2 de la Directive N°4 de l'UEMOA.</p>	

Deux offres ont été reçues (DRP et Technologie Services).

Description	DRP	Technologie Services
Lot 1 Bactériologie	19 874 784	16 191 440
Lot 2 Sérologie	6 139 000	6 669 282
Lot 3 Biochimie	7 827 224	7 663 428
Lot 4 Hématologie	5 164 000	3 534 040
Lot 5 Tubes et consommables	7 374 900	Offre complémentaire 9 259 028
TOTAL	46 379 908	43 317 218

L'attribution du lot N°2 à Technologie Services n'est pas justifiée puisque son offre financière sur ce lot est supérieure à l'offre concurrente. Les raisons invoquées dans le procès verbal de dépouillement et qui sont relatives à l'expérience et au professionnalisme constituent . Il s'agit de critères subjectifs non annoncés dans le cahier des charges. L'autre raison invoquée arguant que pour des raisons techniques, les réactifs proposés par Technologie Services sont en parfaite adéquation avec les équipements du Laboratoire ne sont pas étayées par un rapport circonstancié établi par des professionnels indépendants après des tests en bonne et due forme. Il s'agit d'une violation des dispositions de l'article 59 du CMP par l'introduction de nouveaux critères en cours d'évaluation.

Le montant de la caution de soumission pour chacun des lots n'est pas indiqué dans l'avis d'appel d'offres. Il a été déterminé par les soumissionnaires, non pas par lot, mais sur la base de leur offre globale.

Les charges enregistrées en comptabilité générale qui se chiffrent à 31 239 940 F CFA correspondent aux commandes successives passées en 2009 comme s'il s'agissait d'un marché à commandes alors que cette précision n'est faite ni dans les documents d'appel à la concurrence (AAO, DAO), ni dans le marché.

Les marchés ont été conclus pour des montants dépassant l'enveloppe budgétaire en violation des dispositions de l'article 9 du CPM.

Recommandations	<p>Veiller au respect des délais de préparation des offres tel que précisés dans l'article 63 – 2 du CMP ;</p> <p>L'avis d'appel d'offres doit préciser que l'appel d'offres donnera lieu à la conclusion d'un marché à commandes ou d'un marché de clientèle selon que l'Autorité Contractante peut ou non déterminer la fourchette des volumes ou valeurs des commandes de l'année.</p> <p>L'avis d'appel d'offres doit également préciser le montant de la garantie de soumission pour chacun des lots objets de l'appel d'offres. Il s'agit de veiller à une application rigoureuse des dispositions de l'article 13 du CMP relatif à l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés et à l'article 111 du code des marchés publics précisé par l'arrêté N° 11 583 du Ministre de l'Economie et des Finances en date du 28 décembre 2007 fixant les seuils au-delà desquels il est requis une garantie de soumission.</p> <p>Veiller au respect des principes d'équité et d'égalité dans le traitement des candidats (article 2 de la directive N° 4 de l'UEMOA) ; les offres complémentaires bien que prévus par le code doivent être indiquées comme telles et être ouvertes en même temps que l'offre initiale.</p> <p>Ne pas introduire des critères d'évaluation nouveaux au cours du processus d'évaluation. Seuls les critères préalablement annoncés et figurant dans le dossier d'appel d'offres doit être retenus par la Commission d'Evaluation.</p> <p>S'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants avant de conclure les marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

APPEL D'OFFRES POUR L'ACQUISITION DE PRODUITS ALIMENTAIRES ATTRIBUE POUR UN MONANTANT TOTAL DE 124 024 350 F CFA POUR UN BUDGET DE 82 069 296 F CFA MONTANT EXECUTE 87 978 317 F CFA			
Date de publicité de l'appel d'offres		16 décembre 2008, 20 avril 2009 pour l'AOR	
Date limite de dépôt des offres		29 décembre 2008, 5 mai 2009 pour l'AOR	
Date d'ouverture des plis		29 décembre 2008, 5 mai 2009 pour l'AOR	
Date d'attribution provisoire		29 décembre 2008 5 mai 2009 pour l'AOR	
Attributaires	Ndiaye et frères	Lot 1 Denrées alimentaires stockables	61 437 550
	GIE Salamatou	Lot 2 Viande de bœuf et de mouton	21 250 000
	GIE Salamatou	Lot 3 Poulet de chair	8 000 000
	Nafissatou Dièye	Lot 4 Poisson frais	20 600 000
	Boulangerie Khadimou Rassoul	Lot 5 pain de farine	5 730 000
	Moda Thioune	Lot 6 Légumes	7 006 800
Date de notification		26 mai 2009	
Non conformités		<p>Le délai imparti aux soumissionnaires pour la préparation des offres est anormalement court et constitue une violation de l'article 63 alinéa 2 du Code des Marchés Publics sur les délais de préparation des offres.</p> <p>Après l'élimination des deux soumissionnaires pour défaut de garantie de soumission, l'hôpital a introduit une demande auprès de la DCMP pour une autorisation de passer un appel d'offres en procédure d'urgence. Ce faisant, l'Autorité Contractante a omis de dresser un procès verbal de carence et de joindre à sa demande les documents requis pour déclarer l'appel d'offres infructueux conformément à l'article 64 du CMP. Cette étape précède la</p>	

	<p>demande d'autorisation de passer un appel d'offres restreint conformément aux articles 73 et 74 du CMP.</p> <p>Le dossier d'appel d'offres restreint a été établi le 20 avril 2009 pour une date limite de dépôt des offres fixée au 5 mai 2009. Ce faisant le délai de préparation des offres, même pour une procédure d'urgence, n'est toujours pas respecté.</p> <p>L'offre financière du GIE BALY pour le lot N°1 est de 53 290 575 F CFA et non de 62 882 878 F CFA comme indiqué dans le Procès Verbal de Dépouillement ; par conséquent elle est plus compétitive que celle de l'attributaire Ets Ndiaye et Frères qui a coté 61 437 550 F CFA. La retranscription dans les procès verbaux d'informations non conformes à celles contenues dans les offres des soumissionnaires constitue une entorse au principe de transparence : ce constat a, par ailleurs, été fait sur plusieurs dossiers de passation.</p> <p>Les garanties de soumission produites par les soumissionnaires ne sont pas conformes au CMP ; il s'agit des chèques bancaires parfois libellés au porteur ou de chèques barrés au nom de l'hôpital.</p> <p>Tous les marchés ont été exécutés comme s'il s'agissait de marchés à commandes alors qu'aucun des documents d'appel à la concurrence pas plus que le contrat ne le précise. D'ailleurs, le fait de fixer les quantités dans le Dossier d'Appel d'Offres et la détermination du coût des prestations dans le contrat indiquent bien qu'il s'agit de marchés à prix global et forfaitaire.</p> <p>Les marchés ont été conclus pour des montants dépassant l'enveloppe budgétaire en violation des dispositions de l'article 9 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Veiller au respect des délais de préparation des offres tel que précisés dans l'article 63 – 2 du CMP ;</p> <p>Veiller au respect des principes d'équité et d'égalité dans le traitement des candidats (article 2 de la directive N° 4 de l'UEMOA) et ne pas consigner dans les procès verbaux des informations non conformes au contenu des offres des soumissionnaires</p> <p>Préciser le montant de la garantie de soumission pour chacun des lots objets de l'appel d'offres et veiller à une application rigoureuse des dispositions de l'article 111 du code des marchés publics</p>

	<p>précisé par l'arrêté N° 11 583 du Ministre de l'Economie et des Finances en date du 28 décembre 2007 fixant les seuils au-delà desquels il est requis une garantie de soumission.</p> <p>Insérer dans les Dossiers d'Appel à la Concurrence une clause précisant qu'il s'agit d'un marché à commande ou d'un marché de clientèle conformément aux dispositions de l'article 25 du CMP.</p> <p>S'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants avant de conclure les marchés</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AO POUR LA FOURNITURE DE MATERIEL ET DE PRODUITS D'ENTRETIEN	
Publication de l'avis d'appel d'offres	16/12/2008
Date limite de dépôt des offres	29/12/2008
Date d'ouverture des offres	29/12/2008
Délai de préparation des offres	13 jours.
Non conformités	<p>Le délai de préparation des offres fixé dans l'avis d'appel d'offres est anormalement court et constitue une violation de l'article 63 du CMP ;</p> <p>Un procès verbal unique est dressé en violation des articles 67 - 4 et 81 du CMP ;</p> <p>L'attributaire désigné par la Commission des Marchés n'était pas le moins disant en violation de l'article 70 du CMP (l'attributaire GIE BALY a fait une offre de 10 933 880 F CFA TTC alors qu'un autre soumissionnaire avait proposé 10.831.574 F CFA TTC. Le choix a été motivé par des critères subjectifs liés a posteriori à son expérience et à sa disponibilité en violation de l'article 59 du CMP ;</p> <p>De surcroit, le montant du marché a été fixé à 14.392.750 FCFA TTC en violation de l'article 69 du CMP.</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement à la direction des impôts et domaines en violation du Code Général des Impôts.</p>

Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 63 du CMP qui fixe les délais de préparation des offres (30 jours pour un AON et 45 jours pour un AOI) ;</p> <p>Préparer des procès verbaux distincts conformément aux articles 67 – 4 et 81 du CMP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions des articles 59 et 70 sur les critères d'évaluation et le choix du moins disant réunissant les critères de qualification mentionnés dans les DAC ;</p> <p>Proscrire toute négociation sur les marchés de fournitures conformément à l'article 69 du CMP.</p> <p>Veiller à l'enregistrement des contrats avant tout paiement.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AO POUR LA FOURNITURE DE MATERIEL, FOURNITURES DE BUREAU, CONSOMMABLES INFORMATIQUES, IMPRIMES			
Publication de l'avis d'appel d'offres			16/12/2008
Date limite de dépôt des offres			29/12/2008
Date d'ouverture des offres			29/12/2008
Délai de préparation des offres			13 jours
Attributaires	lot N° 1 - Fournitures de bureau et consommables informatiques	ECOPRES	21 535 732
	lot N° 2 Imprimés	Mamadou Lo	5 134 000
	lot N° 3 Carnets de facturation	IPF	5 360 000
Montant du marché en F CFA TTC			32 029 732
Non conformités	<p>Le délai imparti aux soumissionnaires pour la préparation des offres est anormalement court et constitue une violation de l'article 63 alinéa 2 du Code des Marchés Publics sur les délais de préparation des offres.</p> <p>Un procès verbal unique est dressé en violation des articles 67 - 4 et 81 du CMP ;</p> <p>Nous avons noté un traitement non équilibré des fournisseurs dont certains (Nafissatou DIEYE, GIE Salamatou, Fara Birame lo et Aminata Diop) ont été justement éliminés pour défaut de garantie de soumission et que les offres de candidats dont la garantie n'est pas conforme (GIE BALY attributaire) soient déclarées recevables (violation art 2 directive 4 UEMOA) ;</p> <p>Les montants des contrats sont différents de ceux pour lesquels les marchés ont été attribués en violation de l'article 69 du CMP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lot N° 1 Fournitures de bureau et consommables informatiques attribué à ECOPRES pour 13.266.882 FTTC et contrat signé pour 21 535 732 FTTC ; - lot N° 2 Imprimés attribué à Mamadou Lo pour 6 520 000 F CFA alors qu'il n'était pas moins disant et son contrat a été signé pour un montant de 5 134 000 F CFA qui correspond à l'offre du moins disant qui a été injustement éliminé. En fait il fallait octroyer le marché à 		

	<p>Mamadou Lo pour régulariser plusieurs commandes passées et livrées déjà en 2008 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - lot N° 3 Carnets de facturation attribué à IPF pour 5 360 000 F CFA.
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 63 – 2, 67 – 4, 69, 81 du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

L'Hôpital Régional de Saint Louis Lieutenant Colonel Mamadou Diouf a conclu au cours de l'exercice sous revue plusieurs marchés suite au lancement des huit demandes de renseignements prévues dans son Plan de Passation des Marchés soit un taux d'exécution de 100,00 %. Nos travaux ont porté sur la totalité des DRP. Les principales constatations sont présentées ci – après :

ACQUISITION DE MATERIELS INFORMATIQUES ET AVENANT POUR LE CABLAGE INFORMATIQUE		
Description	Contrat de base	Avenant
Date de lancement de la DRP	27 avril 2009	
Date limite de dépôt des offres	5 mai 2009	
Date d'ouverture des plis	5 mai 2009	
Date d'attribution provisoire	5 mai 2009	
Date de notification	28 mai 2009	18 septembre 2009
Attributaire	MIWIS	
Montant du marché en F CFA TTC	5 449 400	1 409 805
Non conformités	<p>L'analyse des offres des soumissionnaires a permis d'identifier de nombreuses incohérences entre la date de lancement de la DRP (27 avril 2009) et les dates d'établissement des offres qui sont, pour trois soumissionnaires (15 avril pour MIWIS, 21 avril pour KEYSO, 30 mars GTA) antérieures à la date de transmission de la DRP. Notons que l'offre du quatrième soumissionnaire PROVI n'a pas été retrouvée dans le dossier de passation des marchés. Les indices d'un marché de régularisation, contraire aux dispositions de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration sont réunis.</p> <p>L'examen des offres et du procès verbal de dépouillement a permis de constater qu'hormis le candidat GTA, les trois autres soumissionnaires (MIWIS, KEYSO et PROVI) proposent, à l'exception de l'onduleur, exactement le même matériel mais à des prix différents (serveur HP ML</p>	

	<p>350, ordinateur HP Dx 7500, imprimante HP Laserjet P3005N, Switch SISCO Catalyst).</p> <p>L'attributaire MIWIS n'a fourni aucune pièce administrative à l'exception du Registre de Commerce. Il convient de veiller au respect des conditions d'éligibilité à la commande publique spécifiées dans l'article 43 NCMP et de recueillir les renseignements et justifications requis pour la participation aux marchés publics en application des dispositions des articles 45 et 46 du NCMP ne sont pas respectées ;</p> <p>L'examen du procès verbal de dépouillement montre que contrairement à ce qui y est marqué, l'offre financière de l'attributaire MIWIS n'est pas de 3 124 500 F CFA TTC mais plutôt de 3 684 500 F CFA H TVA soient 4 347 651 F CFA TTC. Des informations non conformes au contenu des offres sont consignées dans le procès verbal de dépouillement qui a été dressé en lieu et place d'un procès verbal d'ouverture des plis (Article 67 – 4 du CMP) distinct des autres procès verbaux (article 81 du CMP).</p> <p>Le contrôle de l'exécution financière a permis de constater que l'hôpital a acquis cinq ordinateurs alors que le marché prévoyait l'acquisition d'un seul ordinateur soit un surcoût de 2 776 776 F CFA TTC. Par ailleurs quatre onduleurs ont également été acquis 165 200 F CFA TTC alors que seul l'achat d'un onduleur avait été prévu dans le contrat pour 162 500 F CFA. Il s'agit d'une substitution de produits dans des conditions qui ne respecte pas les conditions prévues par le CMP.</p> <p>Le contrôle de l'exécution financière a également permis de noter que les procès verbaux de réception étaient, entre autres membres de la Commission de Réception, signées par l'Agent Comptable Particulier et l'Auditeur Interne qui doivent se situer plutôt à un niveau de contrôle qui leur interdit de participer à une Commission de Réception.</p> <p>Le marché a été exécuté comme s'il s'agissait d'un marché à commandes alors que ni le dossier d'appel à la concurrence, ni le contrat ne le prévoyaient.</p>
--	--

	<p>Les commandes successives ont été pour l'essentiel passées entre les mois de juin et juillet 2009 ; seuls les onduleurs n'avaient pas été livrés au moment de la signature de l'avenant le 18 septembre 2009. Cependant, le Bon de Commande N° 53 portant sur le câblage informatique n'a été établi que le 19 novembre 2009 après la réception du matériel en violation des dispositions de l'article 23 alinéa 2 du CMP. Il s'agit par ailleurs d'une commande de régularisation puisque la facture est antérieure au bon de commande (Facture N° F 032 09 09 du 17 novembre 2009 liquidée certifiée le 19 novembre 2009 pour un montant de 1 409 805 F CFA TTC relative au câblage informatique du nouveau bâtiment objet de l'avenant).</p> <p>Une prestation non prévue dans le contrat de base et dans l'avenant relative au câblage électrique du nouveau bâtiment a été payée au prestataire (BC N° 51 du 19 novembre 2009 et Facture N° F 088 10 09 du 17 novembre 2009 liquidée certifiée le 19 novembre 2009 pour un montant de 589 410 F CFA TTC relative au câblage électrique du nouveau bâtiment non prévu dans l'avenant).</p>
Recommandations	<p>Bannir la pratique de la régularisation contraire à l'article 44 du COA.</p> <p>Veiller au respect des conditions d'éligibilité à la commande publique spécifiées dans l'article 43 NCMP et de recueillir les renseignements et justifications requis pour la participation aux marchés publics en application des dispositions des articles 45 et 46 du NCMP ne sont pas respectées ;</p> <p>Dresser un procès verbal d'ouverture des plis (Article 67 – 4 du CMP) distinct des autres procès verbaux (article 81 du CMP).</p> <p>Prévoir la conclusion des marchés à commandes ou des marchés de clientèle dans les dossiers d'appel à la concurrence.</p> <p>Ne pas conclure d'avenant après réception des fournitures.</p> <p>Ne pas contracter des engagements nouveaux qui ont pour</p>

	effet de porter le montant des avenants au-delà de la limite de 30% du marché de base.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

FOURNITURE D'UNE CENTRALE TELEPHONIQUE		
Description	Contrat de base	Avenant
Date de lancement de la DRP	20 février 2009 puis relance N° 332 en date du 16 mars 2009 et deuxième relance en date du 5 mai 2009	
Date limite de dépôt des offres	Première date limite de dépôt 10 mars 2009 reportée au 2 avril 2009 puis au 5 mai 2009	
Date d'ouverture des plis	11 mars 2009, 2 avril 2009, 5 mai 2009	
Date d'attribution provisoire	5 mai 2009	
Date de notification	28 mai 2009	18 septembre 2009
Attributaire	MIWIS	
Montant du marché en F CFA TTC	6 869 618	914 205
Non conformités	<p>L'examen du dossier de passation a permis de constater que l'attributaire MIWIS avait déposé deux offres lors de la seconde relance de la DRP (une première offre estimée à 5 436 726 F CFA TTC, une seconde offre évaluée à 6 869 619 F CFA). Il s'agit d'une pratique anormale qui rompt le principe du traitement équitable des soumissionnaires car s'il s'agit d'une offre rectificative, elle aurait dû être transmise dans les délais impartis aux candidats pour soumettre leurs offres et signalée comme telle, auquel cas, seule l'offre rectificative aurait dû être ouverte et la première retournée au soumissionnaire sans avoir été ouverte.</p> <p>Le PV mentionne la Commission a retenu MIWIS alors que la Commission des Marchés doit se limiter à faire une proposition d'attribution à la PRM.</p> <p>Le contrat est conclu le 28 mai 2009 pour un montant de 6 869 618 F CFA TTC et l'avenant signé le 18 septembre 2009 pour les travaux de câblage d'un bâtiment non prévu dans le contrat de base (câblage téléphonique du nouveau bâtiment pour 914 205 F CFA TTC) après la réception des travaux en violation de l'article 23 du CMP.</p>	

Recommandations	<p>Les offres rectificatives doivent être transmises dans les délais impartis aux candidats pour soumettre leurs offres et signalées comme telle, auquel cas, seule l'offre rectificative sera ouverte et l'offre initiale retournée au soumissionnaire sans avoir été ouverte.</p> <p>La Commission des Marchés doit se limiter à faire une proposition d'attribution à la Personne Responsable des Marchés.</p> <p>Les avenants ne doivent pas être conclus après la réception des fournitures.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

ACQUISITION DE PESTICIDES ET DE PRODUITS DESINFECTANTS	
Date de lancement de la DRP	3 avril 2009
Date limite de dépôt des offres	16 avril 2009
Date d'attribution provisoire	16 avril 2009
Attributaire	HACHEM
Montant du marché en F CFA TTC	2 691 000
Non conformités	<p>Les pièces administratives ne sont pas fournies par l'attributaire (violation Art 43 et 45 du CMP) ;</p> <p>Le contrat a été conclu pour un montant de 2 691 000 F CFA différent du montant de l'attribution qui se chiffre à 1 771 000 F CFA TTC si on se réfère au procès verbal de dépouillement. Des articles ont été enlevés du tableau comparatif.</p> <p>Le tableau comparatif des offres annexé au PV n'est pas exhaustif. Par ailleurs, certains produits ont été jugés essentiels au moment de l'évaluation ; il aurait fallu l'annoncer dans la DRP pour que ces articles soient cotés par les soumissionnaires.</p> <p>La lettre de notification à l'attributaire n'a pas été établie en violation de l'article 77-3 du CMP.</p> <p>Le contrat a été exécuté comme s'il s'agissait d'un marché à commandes.</p> <p>Deux commandes de montants respectifs 919 220 F CFA TTC et 714 000 F CFA TTC ont été passées et payées en 2009. La TVA est précomptée mais n'est pas reversée.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux articles 77 régissant les DRP et 43, 45 du CMP.</p> <p>S'assurer que les termes du contrat précisent la nature exacte du marché et que tous les documents de passation soient classés dans les dossiers.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

FOURNITURE DE PETIT MATERIEL MEDICO CHIRURGICAL	
Description	
Date de lancement de la DRP	16 décembre 2008
Date limite de dépôt des offres	29 décembre 2008
Date d'ouverture des plis	29 décembre 2008
Date d'attribution provisoire	29 décembre 2008
Date de notification	5 mars 2009
Attributaire	DIAHANOR
Montant du marché en F CFA TTC	15 000 000
Non conformités	<p>Ce montant aurait dû être passé par appel d'offres (violation article 53 du CMP).</p> <p>L'article 11 du contrat (souscrit et approuvé le 4 mars 2009, notifié le 5 mars 2009) relatif au cautionnement fait état d'une caution solidaire ; il s'agit plus précisément d'une garantie de bonne fin.</p> <p>Le procès verbal de dépouillement mentionne que la non production de la caution provisoire entraine d'office l'élimination du soumissionnaire. Il aurait été plus précis de consigner sa non production dans un procès verbal d'ouverture et l'élimination sera prononcée au moment de l'évaluation.</p> <p>Deux soumissions ont été reçues : AFRIMED pour une offre financière de 28 586 900 F CFA, DIAHANOR pour une offre financière de 18 826 000 F CFA. Le procès verbal mentionne que DIAHANOR sera retenu à condition de baisser son prix jusqu'au seuil de 15 000 000 F CFA. Non seulement le montant de 15 000 000 doit entrainer l'organisation d'un appel d'offres, mais il n'est pas normal de conditionner la sélection d'un candidat à la baisse du montant de sa soumission financière en violation des dispositions de l'article 69 du CMP qui interdit toute forme de négociation sur les prix à l'exception des rabais expressément indiqués dans la soumission.</p> <p>Nous notons, à l'examen du contrat que plusieurs articles figurant dans la liste du matériel n'ont pas été cotés par DIAHANOR. Lesdits articles sont cotés 11 308 500 F CFA dans l'offre de AFRIMED qui était au total de 28 586 900 F CFA ; en déduisant ce</p>

	<p>chiffre de l'offre initiale la cotation de AFRIMED se chiffre alors à 17 784 400 F CFA et devient plus compétitive que celle de DIAHANOR qui, à l'exception des seringues à carpule facturées 165 000 F CFA et des broches pour stomato estimées à 473 600 F CFA, aurait une offre financière de 18 186 400 F CFA.</p> <p>Le contrôle de l'exécution financière a permis de constater que ce marché est exécuté comme un marché à commandes alors qu'il n'a pas été signé comme tel.</p> <p>Nous avons également noté que la garantie de bonne fin n'a pas été constituée.</p> <p>Bannir la négociation des soumissions financières et le favoritisme.</p>
Recommandations	<p>Veiller à sélectionner le mode de passation approprié au regard des seuils définis dans l'article 53 du CMP.</p> <p>Consigner la non production de la garantie de soumission dans le procès verbal d'ouverture et laisser le soin à la Commission d'Evaluation de prononcer l'élimination du candidat pour non production de la garantie de soumission.</p> <p>Mentionner le délai imparti aux soumissionnaires pour compléter leurs pièces administratives dans le procès verbal d'ouverture, t assurer une information équilibré des candidats et effectuer le suivi de la régularisation des pièces administratives au moment de l'attribution.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

FOURNITURE DE CONSOMMABLES POUR LE BLOC OPERATOIRE.	
Date de lancement de la DRP	16 décembre 2008
Date limite de dépôt des offres	29 décembre 2008
Date d'ouverture des plis	29 décembre 2008
Date d'attribution provisoire	29 décembre 2008
Date de notification	4 mars 2009
Attributaire	DIAHANOR
Montant du marché en F CFA TTC	13 255 000
Non conformités	<p>Nous avons noté que c'est en cours d'évaluation que la Commission des Marchés a décidé de demander des échantillons à deux des quatre soumissionnaires (violation article 59 du CMP). Des attestations ont par la suite été délivrées par un chirurgien - orthopédiste et un gynécologue pour établir que l'échantillon de fil présenté par Diahanor était de meilleure qualité. Sur la base de cet avis technique, la Commission des Marchés a décidé d'attribuer le contrat à Diahanor qui était le second moins - disant. Notons que le classement mentionné dans le procès verbal de dépouillement n'est pas conforme à la réalité puisque le premier moins – disant est classé 4ième sur des bases non objectives puisque les deux autres candidats n'ont pas été invités à soumettre des échantillons pour les tests leurs offres financières étant jugées excessives au regard du budget disponible de 13 950 000 F CFA ;</p> <p>La garantie de bonne fin n'a pas été constituée par l'attributaire et le contrat a été exécuté comme s'il s'agissait d'un marché à commandes.</p>
Recommandations	<p>Ne pas introduire de nouveaux critères d'évaluation en cours de processus ;</p> <p>Veiller à la constitution des garanties de bonne fin.</p> <p>Annoncer dans les dossiers d'appel à la concurrence que le contrat sera conclu sous forme de marché à commandes conformément à l'article 25 du CMP.</p>

Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

FOURNITURES D'ATELIER ET DE MAINTENANCE			
Date de lancement de la DRP			16 mars 2009
Date limite de dépôt des offres			2 avril 2009
Date d'ouverture des plis			2 avril 2009
Date d'attribution provisoire			2 avril 2009
Date de notification			29 mai 2009
Attributaires	Fallou Lèye	Lot 1 Plomberie attribué à Touba Quincaillerie pour notifié le 29 mai 2009	2 196 800
	IPF	Lot 2 Electricité	5 263 030
	Fallou Lèye	Lot 3 Froid	918 000
	Fallou Lèye	Lot 4 Menuiserie	1 330 500
	Fallou Lèye	Lot 5 Menuiserie métallique	907 000
	EDTM	Lot 6 Besoins en outillage	661 300
	Fallou Lèye	Lot 7 Outils et matériel de jardinage	428 000
Montant du marché en F CFA TTC			11 704 630
Non conformités		<p>Un courrier (N° 856 CHRLCMD/SL/SAF du 30 juin 2009) a été adressé à IPF pour lui demander de s'aligner sur l'offre du deuxième moins disant puisque la Commission a trouvé son offre trop élevée. Il s'agit manifestement d'une méconnaissance des règles puisque la Commission Régionale ad hoc des marchés est ampliatrice de ce courrier de même que tous les autres membres de la Commission des Marchés. Le besoin de formation des membres de la CM et de la CPM est urgent. Ainsi, la facture pro forma du candidat IPF est passée de 4 329 500 F CFA à 10 387 540 F CFA puis à 5 263 030 F CFA exactement le même montant que EDTM. Ce subterfuge lui a fait gagner le lot N° 2 devant Fallou Lèye qui a coté 7 078 500 F CFA et EDTM qui a coté le même montant.</p>	

Recommandations	Se conformer aux dispositions de l'article 69 du CMP et veiller à l'égal traitement des soumissionnaires.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP RELATIVE A L'ACHAT DE SACS POUBELLES EN PLASTIQUE	
Date de lancement de la DRP	20/02/2009 puis 16 mars 2009
Date limite de dépôt des offres	10/03/2009 puis 2 avril 2009
Date d'ouverture des offres	11/03/2009
Attributaire	Ets HACHEM
Montant en F CFA TTC	2 275 000
Notification d'attribution définitive	15/04/2009
Date de souscription du contrat	28/05/2009
Date d'approbation du contrat	28/05/2009
Non conformités	L'attributaire du marché (Ets Hachem) n'a pas fourni la garantie de garantie de bonne exécution requise dans le cahier des charges.
Recommandations	La constitution des garanties n'est pas requise en dessous des seuils dénis dans les arrêtés 11 583 et 11 584 du MEF pris en application des articles 111 et 112 du CMP. Ainsi, pour les marchés de faible montant, le CHR pourrait ne pas requérir une garantie de soumission ou de bonne fin.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP RELATIVE A LAFOURNITURE D'EFFETS D'HABILLEMENT	
Date initiale de la DRP	20/02/2009 et relance le 2 avril 2009
Date limite de dépôt des offres	10/03/2009
Date d'ouverture des offres	11/03/2009
Attributaire	Ets Alioune Oumar TALL pour un montant de 10.225.500 FCFA TTC soit 1.080.500 frs en sus du montant de l'attribution
Notification d'attribution	Néant
Non conformités	<p>La procédure de consultation a fait l'objet d'une relance alors que l'ouverture des plis était possible dès lors que la publicité de l'appel à la concurrence a été faite dans les règles ; l'insuffisante appropriation du système de passation des marchés conduit à des erreurs d'appréciation.</p> <p>Nous avons noté un écart de 1 080 500 F CFA entre le montant de l'offre retenue (9 145 000 F CFA) et le montant du marché (10 225 000 F CFA) en violation des dispositions de l'article 69 qui interdit les négociations sur les marchés de fournitures.</p> <p>Le marché a été exécuté comme un marché à commandes alors qu'aucun des documents de passation ne l'a expressément prévu.</p>
Recommandations	<p>Renforcer les capacités des acteurs de la passation des marchés.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 69 du CMP.</p> <p>Se conformer aux articles 25 et 26 pour la passation des marchés à commandes et insérer les informations utiles dans les DAC conformément à l'article 13 du CMP relative à l'information des soumissionnaires</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 30 décembre 2010

**Madame la Directrice du
Centre Hospitalier Régional de
Saint-Louis LCMD)**

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009

Madame la Directrice,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires et observations au plus tard dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Madame la Directrice**, l'expression de notre parfaite considération.

B. S. C.
Business System Consulting Group
12, Rue du Docteur THEZE
Tél: 821 41 72 - Fax: 822 95 03
BP: 11616 - Dakar SENEGAL
Email: bsc@arc.sn
Ibrahima Diagne
Associé

Reçu le 24 FEB 2011



ANNEXE 2. REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

PAS DE REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE